



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

MP.PP/WG.1/2004/14  
16 août 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information,  
la participation du public au processus décisionnel et l'accès  
à la justice en matière d'environnement

(Troisième réunion, 1<sup>er</sup>-3 novembre 2004)  
(Point 16 de l'ordre du jour provisoire)

**PROJET DE DÉCISION II/[..]**

**DISPOSITIONS FINANCIÈRES<sup>1</sup>**

*La Réunion,*

*Rappelant* le paragraphe 3 de l'article 10 de la Convention, qui dispose que la Réunion des Parties peut, au besoin, envisager d'arrêter des dispositions d'ordre financier par consensus,

*Rappelant également* sa décision I/13 d'établir un plan provisoire de contributions volontaires fondé sur un système de parts égales, et s'appuyant sur des contributions des Parties, des Signataires et d'autres États ayant choisi de participer au plan,

*Accueillant avec satisfaction* les travaux réalisés par son Équipe spéciale des dispositions financières,

*Résolue* à faire en sorte que soient disponibles les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du programme de travail,

---

<sup>1</sup> Projet établi par le Président de l'Équipe spéciale en concertation avec l'Équipe spéciale et le Bureau de la Réunion des Parties, avec le concours du secrétariat.

*Estimant* que les dispositions financières arrêtées au titre de la Convention devraient être fondées sur le principe d'un partage équitable de la charge et des sources de financement stables et prévisibles,

*Reconnaissant* la nécessité d'élargir la base de financement en modifiant le système en vigueur des parts afin qu'il soit plus accessible à l'ensemble des Parties, Signataires et autres États souhaitant apporter leur contribution,

*Estimant* que les dispositions financières arrêtées au titre de la Convention devront être revues périodiquement par la Réunion afin qu'elles demeurent stables et prévisibles et que la charge soit équitablement partagée, conformément aux objectifs énoncés,

1. *Approuve* la poursuite pendant une nouvelle intersession du plan provisoire de contributions volontaires, fondé cependant sur un système de parts différencié, comme suit:

- i) Catégorie A – 20 000 dollars des États-Unis; et
- ii) Catégorie B – 500 dollars des États-Unis,

dans le cadre duquel les Parties, Signataires et autres États ayant choisi de participer au plan seraient en mesure d'apporter une contribution d'un montant égal à une ou plusieurs parts, ou parties de parts, correspondant à l'une ou l'autre des deux catégories, ou aux deux catégories conjuguées. Aucune contribution ne devrait être d'un montant inférieur à 200 dollars des États-Unis;

2. *Considère* que les activités au titre du programme de travail pour 2006-2008 qui ne sont pas couvertes par le budget ordinaire de l'ONU devraient être financées par des contributions volontaires à raison de ... dollars des États-Unis par année, dont ... dollars des États-Unis constitueraient les ressources nécessaires de base et ... dollars des États-Unis les autres ressources;

3. *Engage instamment* les Parties et invite les Signataires et d'autres États qui sont en mesure de le faire à apporter une contribution, en espèces ou en nature, notamment aux fins des activités de base définies dans le programme de travail;

4. *Prie* le secrétariat, conformément aux Règles de gestion financière de l'ONU, de suivre les dépenses et d'établir des rapports annuels à soumettre au Groupe de travail des Parties, pour examen, afin de garantir que le montant des contributions correspond à celui du financement nécessaire pour la mise en œuvre du programme de travail;

5. *Demande également* au secrétariat d'établir, pour la troisième réunion des Parties, un rapport d'ensemble comprenant notamment des renseignements sur le montant des contributions en espèces et en nature au budget de la Convention, qui ont été faites par les Parties et d'autres États participants, ainsi que sur la manière dont ces contributions ont été dépensées;

6. *Décide* que l'Équipe spéciale des dispositions financières continuera, sous l'autorité du Groupe de travail des Parties:

a) À suivre la mise en œuvre du nouveau système de parts et à proposer d'autres mesures afin que les dispositions financières soient plus stables et prévisibles pendant l'intersession;

b) À étudier et élaborer une ou plusieurs options permettant d'arrêter des dispositions financières stables et prévisibles fondées sur le barème des contributions de l'ONU ou tout autre barème approprié; et

c) À élaborer des recommandations concernant les questions énumérées ci-dessus et à les soumettre au Groupe de travail des Parties, pour examen, en vue de leur adoption éventuelle à la troisième réunion ordinaire des Parties;

7. *Convient* de revenir sur la question des dispositions financières à sa troisième réunion, en tenant compte du travail accompli par l'Équipe spéciale et des suggestions du Groupe de travail des Parties.

-----